2 – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 2.1 - Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2025
- 2.2 - Approbation de la liste des comptes à payer et des déboursés préautorisés par règlement ou résolution au 31 mai 2025
- 2.3 - Dépôt des états des résultats au 30 avril 2025
- 2.4 - Dépôt du rapport financier par objet au 30 avril 2025
- 2.5 - Avis de motion et dépôt du projet de Règlement 545-2025 établissant les règles de régie interne des séances du conseil
- 2.6 - Avis de motion et dépôt du projet de Règlement 546-2025 sur la gestion contractuelle
- 2.7 - Politique d'achat local
- 2.8 - Assurance – Fonds d'assurances des municipalités du Québec
- 2.9 - SHQ – OH L'Islet-Kamouraska – Adoption du budget 2025
- 2.10 - ClicSécur – autorisation de changement de responsable des services électroniques

PREMIÈRE - PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

3– BORDEREAU DE CORRESPONDANCE

- 3.1 - Règlement d'emprunt 543-2025 – emprunt temporaire
- 3.2 - Entente intermunicipale – Usine de filtration – Dépôt des coûts d'exploitation

4 – SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 4.1 - Achat de l'application SURVI-Mobile, par CAUCA
- 4.2 - Embauche d'un nouveau pompier

5– TRANSPORT

- 5.1 - Entérinement de l'achat d'une camionnette et de ses accessoires
- 5.2 - Embauche d'un étudiant pour la saison estivale – service des Travaux publics
- 5.3 - Offres de services pour la pulvérisation et le nivellement de la route du Lac
- 5.4 - Offre de service en ingénierie – remplacement du ponceau du 4^e Rang Ouest
- 5.5 – Offre de service en ingénierie pour un devis technique pour travaux de pose d'enrobé de surface
- 5.6 – Offre de services en ingénierie pour un devis de réfection de deux tronçons de la route du Lac-Trois-Saumons
- 5.7 Offres de services débroussaillage des accotement et fond de fossés

6– HYGIÈNE DU MILIEU

- 6.1 - Règlement N° 541-2025 modifiant le règlement N° 474-2018 relatif au lavage et à l'inspection des embarcations afin d'assurer la protection et la conservation du lac Trois Saumons
- 6.2 - Politique d'utilisation de la descente de bateaux municipale
- 6.3 Surveillance à la rampe – offre de GardaWorld
- 6.4 - Autorisation de déposer une demande d'aide au PAFFSR du MTMD
- 6.5 - Déclaration d'intérêt pour le projet d'une SPA commune régionale

7 – SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

8 – AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

- 8.1 – Adoption du second projet de Règlement N° 542-2025 – Modification de la largeur des sentiers en rive
- 8.2 - Demande de dérogation mineure – 39, chemin des Cabanes
- 8.3 - Demande de rénovation majeure en rive au 130, chemin du Tour-du-Lac-Trois-Saumons
- 8.4 - Demande de rénovation majeure en rive au 5, rue Thériault
- 8.5 - Nominations au Comité consultatif d'urbanisme
- 8.6 - Avis de motion et adoption du projet de Règlement N° 549-2025 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet

9 – LOISIRS ET CULTURE

9.1 - Embauche de ressources pour le camp de jour (un aide-animateur et un accompagnateur)

10 – AUTRES SUJETS

11 – DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

12 – LEVÉE OU AJOURNEMENT DE LA SÉANCE

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

155-06-25 2.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2025

Le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil tenue le 6 mai 2025 a été transmis à tous les membres du conseil au moins 48 heures avant la tenue de la présente séance afin de leur permettre d'en prendre connaissance et de nous dispenser d'en faire maintenant la lecture.

En conséquence, il est proposé par M^{me} Lucie Turcotte, appuyé par M^{me} Corrine Lizotte et résolu à l'unanimité :

QUE soit adopté le procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2025 tel qu'il apparaît au registre des procès-verbaux de la Municipalité.

ADOPTÉE

156-06-25 2.2 Approbation de la liste des comptes à payer et des déboursés préautorisés par règlement ou résolution au 31 mai 2025

Il est proposé par M. Lucien Pelletier, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité :

D'APPROUVER, telle que déposée, la liste des comptes à payer pour un montant total de 111 953,99 \$, et la liste des déboursés préautorisés par règlement ou résolution, au 30 avril 2025 pour un montant total de 122 492,52 \$.

ADOPTÉE

2.3 Dépôt des états des résultats financiers au 30 avril 2025

La directrice générale dépose auprès des élus l'état des résultats financiers de la Municipalité au 30 avril 2025.

2.4 Dépôt du rapport financier par objet au 30 avril 2025

La directrice générale dépose auprès des élus un rapport qui précise, par poste budgétaire, le pourcentage des dépenses encourues au 30 avril 2025.

2.5 Avis de motion et dépôt du projet de Règlement N° 545-2025 établissant les règles de régie interne des séances du conseil

M. Pierre Dumas donne un avis de motion à l'effet que le Règlement N° 545-2025 établissant les règles de régie interne des séances du conseil sera présenté pour adoption à une séance ultérieure. Ce règlement portera le numéro 545-2025 et aura pour objet de poser les balises pour une saine gestion des réunions publiques du conseil de la Municipalité.

Ce projet de règlement a été déposé et présenté séance tenante aux membres du conseil de la Municipalité.

2.6 -Avis de motion et dépôt du projet de Règlement N° 546-2025 sur la gestion contractuelle

M^{me} Lucie Turcotte donne un avis de motion indiquant que le Règlement N° 546-2025 sur la gestion contractuelle sera présenté pour adoption à une séance ultérieure. Ce règlement portera le numéro 546-2025 et aura pour objet de poser les balises pour la gestion contractuelle de la Municipalité.

Le projet de ce règlement a été déposé et présenté séance tenante aux membres du conseil de la Municipalité.

157-06-25 2.7 -Politique d'achat local

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Aubert souhaite encourager l'économie locale en favorisant les fournisseurs et entrepreneurs situés sur le territoire des MRC de L'Islet, Montmagny et Kamouraska;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite également réduire l'empreinte écologique de ses activités et, à ce titre, donner l'exemple;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité désire assurer aux contribuables que les sommes dépensées le sont selon des règles conformes aux principes d'une saine administration intégrant des notions d'achat local;

CONSIDÉRANT QUE la Politique d'achat local de la Municipalité de Saint-Aubert s'applique pour tous les biens et services de moins de 25 000 \$ toutes taxes incluses;

CONSIDÉRANT QUE la présente politique s'adresse au conseil, à la direction générale et à tous les membres du personnel de la Municipalité de Saint-Aubert;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Aubert ont pris connaissance de la Politique et qu'ils s'en disent satisfaits;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Aubert adopte la Politique d'achat local telle que présentée.

ADOPTÉE

158-06-25 2.8 - Assurance – Fonds d'assurances des municipalités du Québec

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Aubert est membre du Fonds d'assurances des municipalités du Québec;

CONSIDÉRANT que dans la dernière année une réévaluation des bâtiments a été effectuée;

CONSIDÉRANT que les factures pour la période du 31 juillet 2025 au 31 juillet 2026 ont été reçues au mois de mai 2025 et qu'elles sont supérieures aux montants prévus aux prévisions budgétaires;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité

D'AUTORISER la directrice générale à payer la facture 19622 de FQM Assurance (Fonds d'assurances des municipalités du Québec).

ADOPTÉE

159-06-25 2.9 SHQ – OH de Kamouraska-L’Islet – Adoption du budget 2025

Il est proposé par M. Lucien Pelletier, appuyé par M. François Diguer et résolu à l’unanimité

QUE la Municipalité de Saint-Aubert autorise un déboursé de 1 473 \$ payable à l’Office d’habitation de Kamouraska-L’Islet à titre de contribution au déficit anticipé 2025 pour le HLM La Maisonnée, localisé au 15, rue des Loisirs.

Qu’une copie de cette résolution soit transmise à l’Office d’habitation de Kamouraska-L’Islet.

ADOPTÉE

160-06-25 2.10 –ClicSÉQUR – autorisation de changement de responsable des services électroniques

CONSIDÉRANT la nomination de M^{me} Anne-Marie Dion au poste de directrice générale et greffière-trésorière par la résolution 047-02-25;

CONSIDÉRANT QU’il faut mettre à jour le nom des responsables de services électroniques auprès de ClicSÉQUR;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M^{me} Corrine Lizotte et résolu à l’unanimité :

QUE M^{me} Anne-Marie Dion soit nommée responsable des services électronique de ClicSÉQUR et ClicSÉQUR Express, de Revenu Québec, et plus précisément autorisée:

- À inscrire la Municipalité de Saint-Aubert aux fichiers de Revenu Québec;
- À gérer l’inscription de la Municipalité de Saint-Aubert à ClicSÉQUR - Entreprises;
- À gérer l’inscription de la Municipalité de Saint-Aubert à *Mon dossier pour les entreprises* et, généralement, à faire tout ce qui est utile et nécessaire à cette fin;
- À remplir et à assumer les rôles et responsabilités de responsable des services électroniques décrits dans les conditions d’utilisation de *Mon dossier*, notamment en donnant aux utilisateurs de la Municipalité de Saint-Aubert, ainsi qu’à d’autres entreprises, une autorisation ou une procuration;
- À consulter le dossier de la Municipalité de Saint-Aubert et à agir au nom et pour son compte, pour toutes les périodes et toutes les années d’imposition (passées, courantes et futures), ce qui inclut le pouvoir de participer à toute négociation avec Revenu Québec, en ce qui concerne tous les renseignements que Revenu Québec détient au sujet de la Municipalité de Saint-Aubert pour l’application ou l’exécution des lois fiscales, de la Loi sur la taxe d’accise et la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires, en communiquant avec Revenu Québec par tous les moyens de communication disponibles (par téléphone, en personne, par la poste et à l’aide des services en ligne).

ADOPTÉE

PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

3– BORDEREAU DE CORRESPONDANCE

161-06-25 3.1 -Règlement d’emprunt N° 543-2025 – Emprunt temporaire

ATTENDU QUE le règlement d'emprunt 543-2025 a reçu l'approbation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 9 mai dernier;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Aubert désire effectuer un emprunt temporaire d'une somme de 1 092 031 \$ à la Caisse Desjardins du Nord de L'Islet en rapport avec le Règlement d'emprunt N° 543-2025;

Il est proposé par M. Lucien Pelletier, appuyé par M^{me} Corrine Lizotte et résolu à l'unanimité :

QUE le préambule fasse partie intégrante de la résolution;

DE NOMMER le maire, M. Ghislain Deschênes, et la directrice générale et greffière-trésorière, M^{me} Anne-Marie Dion, à signer au nom de la Municipalité le contrat de financement à intervenir entre les parties pour un emprunt temporaire.

ADOPTÉE

162-06-25 3.2 -Entente intermunicipale – Usine de filtration – Dépôt des coûts d'exploitation

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Aubert est partie à l'entente intermunicipale sur l'usine de filtration avec la Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli est la gestionnaire de cette entente intermunicipale

ATTENDU QUE, comme convenu dans l'entente, les frais d'exploitation sont répartis selon la consommation d'eau;

ATTENDU QUE la consommation d'eau pour la Municipalité de Saint-Aubert a été plus élevée que ce qui est prévu à l'entente et que des frais supplémentaires de 1 761 \$ apparaissent pour 2024

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité de prendre acte du dépôt des coûts d'exploitation de l'usine de filtration commune au 31 décembre 2024 et d'autoriser le paiement d'une facture à recevoir d'un montant de 1 761 \$ pour la consommation d'eau potable de Saint-Aubert en 2024

ADOPTÉE

4 – SÉCURITÉ PUBLIQUE

163-06-25 4.1 -Achat de l'application SURVI-Mobile, par CAUCA

ATTENDU QUE la Municipalité a reçu une offre de service de Cauca pour la mise en place et l'acquisition de l'application SURVI-Mobile pour le service des Incendies, pour un montant de 350 \$ plus taxes;

ATTENDU QUE cette acquisition est accompagnée de frais récurrents annuels, d'un montant de 1 445 \$ plus taxes;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par M. Lucien Pelletier et résolu à l'unanimité

D'AUTORISER la directrice générale à acquérir l'application SURVI-Mobile, pour un montant de 1 795 \$ en 2025 et de prévoir les frais annuels pour les années subséquentes.

ADOPTÉE

164-06-25 4.2 -Embauche d'un nouveau pompier

CONSIDÉRANT que le directeur du service des Incendies de la Municipalité recommande l'embauche d'une nouvelle ressource comme pompier volontaire;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité de Saint-Aubert procède à l'embauche de M. Alexis Chouinard à titre de pompier volontaire dans sa brigade d'incendie.

Il est entendu que M. Chouinard recevra la rémunération fixée pour les membres de la brigade d'incendie.

QU'une copie de cette résolution soit transmise à M. Chouinard.

ADOPTÉE

5- TRANSPORT

165-06-25 5.1 - Entérinement de l'achat d'une camionnette et de ses accessoires

CONSIDÉRANT QUE, par la résolution 132-05-25, le conseil a mandaté la directrice générale pour l'acquisition d'une camionnette d'occasion, et ce pour un montant maximum de 50 000 \$;

CONSIDÈRENT QU'après des recherches auprès des divers concessionnaires de la région, une camionnette correspondant aux besoins des travaux publics a été ciblée à un montant supérieur, soit 56 800 \$, plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'après consultation des membres du conseil, l'acquisition a pu être réalisée;

CONSIDÉRANT QUE pour rendre la camionnette conforme aux obligations de signalisation routière, un ensemble de flèches directionnelles doit être installé sur le véhicule;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité :

QUE le conseil entérine l'achat de la camionnette pour un montant de 56 800 \$ plus taxes, qui sera financé à même un prêt bancaire sur cinq ans avec la Banque Scotia;

QUE le conseil autorise l'acquisition et l'installation des équipements de signalisation routière, pour un montant estimé à 2 421,82 \$, plus taxes.

ADOPTÉE

166-06-25 5.2 -Embauche d'un étudiant pour la saison estivale – service des Travaux publics

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a affiché une offre d'emploi étudiant pour l'été 2025;

CONSIDÉRANT QUE M. Alexis Chouinard a déposé sa candidature pour le poste de préposé à la station de lavage et aux Travaux publics;

CONSIDÉRANT QUE la direction générale et le directeur des Travaux publics recommandent son embauche;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité

D'ENTÉRINER l'embauche de M. Alexis Chouinard à titre de travailleur étudiant pour la prochaine période estivale, soit entre le 16 mai et le 13 octobre 2025, au salaire horaire de 20 \$.

- À temps partiel les fins de semaine, du 16 mai au 22 juin et du 23 août au 13 octobre; et
- à temps plein, 40 h par semaine du 23 juin au 22 août.

ADOPTÉE

167-06-25 5.3 -Offres de services pour le pulvérisation et nivellement de la route du Lac

CONSIDÉRANT QUE les travaux de pulvérisation et de nivellement de la route du Lac sont prévus dans le Plan triennal d'immobilisations pour 2025;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a demandé une soumission à deux entrepreneurs qualifiés pour ce type de travaux;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une offre de Michel Gamache et Frères pour le nivellement après pulvérisation d'un montant de 10 753 \$, plus les taxes;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une offre de Construction HDF inc. pour la pulvérisation pour la somme de 9 200 \$ plus les taxes;

Il est proposé par M. Lucien Pelletier, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité accepte les offres de services suivantes :

- Michel Gamache et Frères pour le nivellement après pulvérisation, pour un montant de 10 753 \$, plus les taxes;
- Construction HDF inc. pour la pulvérisation, pour un montant de 9 200 \$ plus les taxes;

QUE le financement de ces travaux se fasse à même l'emprunt temporaire 543-2025.

ADOPTÉE

168-06-25 5.4 -Offre de service en ingénierie – remplacement du ponceau du 4e Rang Ouest

CONSIDÉRANT QUE des travaux sont nécessaires pour remplacer le ponceau dans le 4^e Rang;

CONSIDÉRANT QUE les travaux se feront dans un cours d'eau et que des plans d'ingénieur sont nécessaires pour cet ouvrage;

CONSIDÉRANT QUE la firme ASP Experts-Conseils nous a fait une offre de service d'un montant de 4 800 \$ plus les taxes;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité accepte l'offre de services d'ASP Experts-Conseils pour la somme de 4 800 \$ plus les taxes;

QUE ce contrat soit financé à même l'emprunt temporaire 543-2025.

ADOPTÉE

169-06-25 5.5 – Offre de service en ingénierie pour un devis technique pour travaux de pose d’enrobé de surface

CONSIDÉRANT QUE des travaux de pose d’enrobé de surface sont prévus dans le Plan triennal d’immobilisation pour 2025;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a demandé une offre de service à la firme WSP pour la préparation d’un devis technique devant servir à lancer l’appel d’offres;

CONSIDÉRANT QUE l’offre de service de WSP est d’un montant de 5 600 \$ plus les taxes;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l’unanimité :

QUE la Municipalité accepte l’offre de services de WSP montant de 5 600 \$ plus les taxes;

QUE ce contrat soit financé à même l’emprunt temporaire 543-25.

ADOPTÉE

170-06-25 5.6 – Offre de services en ingénierie pour un devis de réfection de deux tronçons de la route du Lac-Trois-Saumons

CONSIDÉRANT QUE des travaux de réfection de deux tronçons de la route du Lac-Trois-Saumons sont prévus dans le plan triennal d’immobilisations;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux sont admissibles à la subvention du Programme d’aide à la voirie locale (PVAL) du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD);

CONSIDÉRANT QUE pour déposer une demande dans le cadre de ce programme des plans et devis d’ingénieur sont requis;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une offre de service de la firme CIMA+ pour la somme de 77 000 \$ plus les taxes;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M. François Diguier et résolu à l’unanimité :

QUE la Municipalité accepte l’offre de services de CIMA+ au montant de 77 000 \$, plus les taxes;

QUE ce contrat soit financé à même l’emprunt temporaire 543-25.

ADOPTÉE

171-06-25 5.7 - Offres de services débroussaillage des accotements et fonds de fossés

CONSIDÉRANT QU’annuellement la Municipalité procède aux débroussaillages des accotements et des fonds de fossés de ses chemins publics;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une offre de service des Entreprises Norbel pour un montant total de 20 900 \$ plus les taxes;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M. François Diguier et résolu à l’unanimité

D’OCTROYER le contrat pour le débroussaillage de 2025 à Entreprises Norbel pour un montant de 20 900 \$, plus les taxes.

ADOPTÉE

6– HYGIÈNE DU MILIEU

6.1 -Règlement N° 541-2025 modifiant le règlement N° 474-2018 relatif au lavage et à l'inspection des embarcations afin d'assurer la protection et la conservation du lac Trois Saumons

Ce point est reporté à une séance subséquente.

172-06-25 6.2 -Politique d'utilisation de la descente de bateaux municipale

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Aubert gère une rampe de mise à l'eau des bateaux, située au lac Trois Saumons;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire définir des règles de bonne conduite pour les utilisateurs de ce service, et ce pour préserver le bon voisinage avec les propriétaires adjacents;

CONSIDÉRANT QU'un projet de *Politique d'utilisation de la descente de bateaux municipale* a été déposé et que le conseil s'en dit satisfait;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité

D'ADOPTER la *Politique d'utilisation de la descente de bateaux municipale* et de la diffuser auprès des citoyens et des utilisateurs.

ADOPTÉE

173-06-25 6.3-Surveillance à la rampe – offre de GardaWorld

CONSIDÉRANT QUE, par les années précédentes, l'utilisation de la descente de bateaux municipale posait certaines problématiques;

CONSIDÉRANT QU'une surveillance lors des journées les plus achalandées est nécessaire;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a demandé une offre de services à deux firmes de surveillance;

CONSIDÉRANT QUE la firme GardaWorld a soumis une proposition de surveillance selon la demande de la Municipalité pour un total de 187 heures au taux de 38,95 \$ l'heure, plus taxes;

CONSIDÉRANT QUE le conseil se dit satisfait de cette proposition;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité

D'OCTROYER un contrat de surveillance de la descente de bateaux municipale du lac Trois Saumons à la firme GardaWorld pour la saison 2025, pour un total de 187 heures à 38,95 \$/h, plus taxes.

ADOPTÉE

174-06-25 6.4 -Autorisation de déposer une demande d'aide au PAFFSR du MTMD

ATTENDU QUE le Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR) vise à soutenir financièrement les initiatives et les projets permettant d'améliorer la sécurité routière et ceux qui viennent en aide aux victimes de la route;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance des modalités d'application du PAFFSR;

ATTENDU QUE les membres du conseil s'engagent à respecter les modalités d'application dudit programme;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Aubert doit respecter les lois et les règlements en vigueur, et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;

ATTENDU QUE le projet mentionné précédemment, et déposé relativement à ce programme est estimé à 193 996.30 \$ toutes taxes incluses, et que l'aide financière demandée au Ministère est de 155 197.04 \$;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Aubert doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière, confirmer sa contribution financière au projet et autoriser une de ses représentantes à signer cette demande;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Aubert

- Autorise la présentation d'une demande d'aide financière au PAFFSR, confirme avoir lu et compris les modalités d'application du programme et confirme son engagement à faire réaliser le projet admissible selon les modalités en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée;
- Certifie que M^{me} Anne-Marie Dion, directrice générale et greffière-trésorière, est dûment autorisée à signer tout document ou entente incluant la convention d'aide financière, si applicable, à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

ADOPTÉE

175-06-25 Mandat à ASP Experts-Conseils dans le cadre du PAFFSR

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Aubert désire déposer une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR) ;

CONSIDÉRANT QU'une estimation des coûts et des plans d'ingénieurs est nécessaire au dépôt de la demande l'aide financière;

CONSIDÉRANT QU'une partie du projet est la réalisation d'un trottoir sur la rue Principale Est, à la hauteur de l'église;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu une offre de service d'ASP Experts-Conseils au montant de 16 300 \$, plus taxes, pour réaliser l'estimation des coûts et la conception des plans et devis pour le dépôt de la demande de subvention;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité

DE MANDATER ASP Experts-Conseils, pour un montant de 16 300 \$, plus taxes pour la réalisation de l'estimation des coûts et la conception des plans et devis pour le dépôt d'une demande de subvention au programme PAFFSR;

ADOPTÉE

6.5 -Déclaration d'intérêt pour le projet d'une SPA commune régionale

CONSIDÉRANT l'adoption de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens le 13 juin 2018;

CONSIDÉRANT l'adoption du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens le 4 décembre 2019, et son entrée en vigueur le 3 mars 2020;

CONSIDÉRANT que les Municipalités éprouvent des difficultés à trouver, sur leur territoire, un organisme en mesure de les accompagner dans le respect de leurs obligations légales en matière de services animaliers;

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Aubert désire promouvoir l'information, l'éducation et la responsabilité des citoyens à l'égard de la santé et du bien-être des animaux.

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Aubert veut privilégier l'identification, la stérilisation des animaux domestiques et maximiser leur adoption;

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Aubert veut favoriser toute autre action ou solution permettant la diminution de l'abandon et de l'euthanasie des animaux domestiques, et ce, en conformité avec les lois et règlements en vigueur;

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-Aubert veut être proactive dans la gestion des animaux domestiques et veut prendre les dispositions nécessaires pour éviter la surpopulation et les nuisances urbaines;

CONSIDÉRANT que la SPA de Lévis est un organisme à but non lucratif offrant les services requis à la réalisation des objectifs pouvant aider les Municipalités dans leurs obligations;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montmagny a entamé certaines démarches auprès de la Société protectrice des animaux (SPA) de Lévis en vue de la conclusion éventuelle d'un contrat de services animaliers de gré à gré, conformément à la législation applicable;

CONSIDÉRANT que la prestation de services animaliers représente un enjeu financier important pour la Ville de Montmagny et qu'il serait opportun d'explorer la possibilité de partager ces coûts avec d'autres municipalités afin d'en assurer la répartition équitable et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles;

CONSIDÉRANT que le regroupement des municipalités intéressées de la MRC de Montmagny, de la MRC de L'Islet et de la MRC de Bellechasse permettrait d'envisager une réduction des coûts liés aux services animaliers ;

CONSIDÉRANT que la collaboration intermunicipale permettrait également un partage d'expertise, une meilleure coordination des interventions et une uniformisation des pratiques sur l'ensemble de ces territoires;

CONSIDÉRANT que la mutualisation des services permettrait une amélioration de la couverture, de la rapidité d'intervention et de la qualité des services offerts aux citoyens;

CONSIDÉRANT qu'un nouveau programme d'aide financière du Fonds régions et ruralité (FFR) vient d'être annoncé par le gouvernement provincial, qui pourrait permettre aux Municipalités de soutenir un projet de coopération municipal et de favoriser le dynamisme local;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M. François Diguer et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité de Saint-Aubert avise la Ville de Montmagny de son intérêt à participer à une première étape visant l'évaluation des coûts liés à la mise en place éventuelle d'un service animalier partagé, dans le but d'en analyser la faisabilité et les modalités de répartition financière entre les municipalités participantes.

ADOPTÉE

7 – SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

8 – AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

177-06-25 8.1 - Adoption du second projet de Règlement N° 542-2025 – Modification de la largeur des sentiers en rive

ATTENDU QUE le conseil municipal peut, en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1), modifier ses règlements d'urbanisme, incluant le plan et le règlement de zonage ;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Aubert souhaite assurer une gestion responsable et durable du bassin versant du lac Trois Saumons ;

ATTENDU QUE la Municipalité juge nécessaire de retirer les sentiers aménagés à l'aide de matériaux interdits dans la bande de protection riveraine ainsi que dans le littoral du lac Trois Saumons ;

ATTENDU QUE plusieurs citoyennes et citoyens ont manifesté leur intérêt pour l'aménagement de sentiers en rive d'une largeur maximale de trois (3) mètres, notamment dans le cadre du remplacement d'ouvrages existants non conformes ;

ATTENDU QUE le Règlement de zonage N° 485-2019 doit être modifié afin d'autoriser, sous certaines conditions, l'aménagement de sentiers en rive d'une largeur maximale de trois (3) mètres ;

ATTENDU QUE la tenue d'une consultation publique a lieu le 6 mai 2025 conformément aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. François Diguer, appuyé par Mme Lucie Turcotte, et résolu à l'unanimité

QUE la Municipalité de Saint-Aubert adopte le second projet de Règlement N° 542-2025 modifiant le Règlement de zonage N° 485-2019 afin d'encadrer l'aménagement de sentiers en rive.

ADOPTÉE

178-06-25 8.2 - Demande de dérogation mineure – 39, chemin des Cabanes

IDENTIFICATION DU SITE CONCERNÉ :

Numéro d'immeuble : 39, chemin des Cabanes

Numéro du lot : 4 634 419

NATURE ET EFFETS DE LA DEMANDE :

Autoriser les demandes de dérogations mineures pour la construction d'un garage privé isolé, située au 39, chemin des Cabanes :

RECOMMANDATION DU CCU N° 2025-031

CONSIDÉRANT QUE la topographie du terrain récepteur, la présence d'un lac et d'un cours d'eau limitent les choix d'emplacement pour l'implantation d'un garage privé isolé ;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement projeté en cour avant ne permettra pas au garage privé isolé d'être vu de la rue ;

CONSIDÉRANT QUE les deux demandes de dérogation ne causent aucun préjudice aux voisins ;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme ;

EN CONSÉQUENCE, après analyse, il est résolu que le Comité consultatif d'urbanisme recommande au Conseil municipal d'approuver les demandes de dérogation mineure suivantes :

- Permettre une superficie de 53,15 mètres carrés pour un futur garage privé isolé, en dérogation à la superficie maximale de 50 mètres carrés prévue à l'article 8.6 du règlement de zonage.
- Autoriser la construction d'un garage privé isolé en cour avant, en dérogation à l'article 8.6 du règlement de zonage.

Décision du conseil municipal

CONSIDÉRANT la recommandation favorable formulée par les membres du comité consultatif d'urbanisme ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Lucien Pelletier, appuyé par M. Pierre Dumas et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité de Saint-Aubert autorise la demande de dérogation mineure pour la construction d'un garage privé isolé, située au 39, chemin des Cabanes (Lot 4 634 419).

ADOPTÉE

179-06-25 8.3 - Demande de rénovation majeure en rive au 130, chemin du Tour-du-Lac-Trois-Saumons

IDENTIFICATION DU SITE CONCERNÉ :

Numéro d'immeuble : 130, chemin Tour-du-Lac-Trois-Saumons

Numéro du lot : 4 635 597

NATURE ET EFFETS DE LA DEMANDE :

Autoriser la demande de rénovation majeure en rive pour l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive ainsi qu'un sentier en rive, situé au 130, chemin du Tour-du-Lac-Trois-Saumons :

RECOMMANDATION DU CCU N° 2025-031

CONSIDÉRANT QUE la présente demande vise la reconstruction d'un ouvrage de stabilisation de la rive et l'aménagement d'un escalier ;

CONSIDÉRANT QUE les travaux projetés respectent la réglementation municipale en vigueur applicable aux rives, au littoral et aux plaines inondables ;

CONSIDÉRANT QUE le projet contribue à l'amélioration de l'intégrité écologique de la rive, notamment par des mesures de compensation et d'intégration végétale ;

CONSIDÉRANT QUE :

- Les arbres abattus seront remplacés, et que 22 nouveaux arbustes seront plantés dans la bande de protection riveraine ;
- Le choix de matériaux et de techniques permet de prévenir l'augmentation du ruissellement et de la sédimentation dans le lac ;
- Le sentier projeté respecte la largeur maximale autorisée d'un (1) mètre, tel que précisé dans les conditions du permis ;

CONSIDÉRANT QU'aucun permis ne sera délivré avant l'acceptation du projet au ministère de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

EN CONSÉQUENCE, après analyse, le comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil municipal d'autoriser la demande de rénovation majeure en rive, visant

l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive ainsi que d'un sentier en rive, pour la propriété située au 130, chemin du Tour-du-Lac-Trois-Saumons.

Décision du conseil municipal

CONSIDÉRANT la recommandation favorable formulée par les membres du comité consultatif d'urbanisme ;

Il est proposé par M^{me} Corrine Lizotte, appuyé par M^{me} Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité de Saint-Aubert autorise la demande de rénovation majeure en rive pour l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive ainsi qu'un sentier en rive, situé au 130, chemin du Tour-du-Lac-Trois-Saumons (Lot 6 635 597).

ADOPTÉE

180-06-25 8.4 - Demande de rénovation majeure en rive au 5, rue Thériault

IDENTIFICATION DU SITE CONCERNÉ :

Numéro d'immeuble : 5, rue Thériault
Numéro du lot : 6 570 670

NATURE ET EFFETS DE LA DEMANDE :

Autoriser la demande de rénovation majeure en rive pour l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive, au 5, rue Thériault :

RECOMMANDATION DU CCU N^o 2025-044

CONSIDÉRANT QUE la présente demande concerne la reconstruction d'un ouvrage de stabilisation de la rive ;

CONSIDÉRANT QUE les travaux projetés respectent la réglementation municipale en vigueur en matière de protection des rives, du littoral et des plaines inondables ;

CONSIDÉRANT QUE le projet ne contribue pas de manière significative à l'amélioration de l'intégrité écologique de la rive, notamment en raison de l'absence d'information concernant les types d'arbres et d'arbustes qui seront plantés dans la bande de protection riveraine et leur localisation précise ;

CONSIDÉRANT QU'il est possible de préserver les arbres présents dans la rive, dont le retrait nuit considérablement le rôle écologique de la bande de protection riveraine ;

EN CONSÉQUENCE, après analyse, il est résolu que le Comité consultatif d'urbanisme recommande au Conseil municipal de reporter la demande de rénovation majeure en rive, visant l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive, pour la propriété située au 5, rue Thériault, en attente de précisions concernant :

- L'emplacement précis des végétaux et de leur nature exacte ;
- La trajectoire prévue pour le passage de la machinerie lourde et les mesures envisagées pour la protection du milieu naturel existant ;
- La démonstration qu'il est impossible de préserver les derniers arbres présents dans la bande riveraine.

Décision du conseil municipal

CONSIDÉRANT la recommandation de reporter la demande de rénovation majeure en rive par les membres du comité consultatif d'urbanisme;

Il est proposé par M. François Diguier, appuyé par Mme Lucie Turcotte et résolu à l'unanimité :

QUE la Municipalité de Saint-Aubert reporte la demande de rénovation majeure en rive, visant l'aménagement d'un ouvrage de stabilisation de la rive, pour la propriété située au 5, rue Thériault (Lot 6 570 670), en attente de précisions concernant :

- L'emplacement précis des végétaux et de leurs natures exactes ;
- La trajectoire prévue pour le passage de la machinerie lourde et les mesures envisagées pour la protection du milieu naturel existant ;
- La démonstration qu'il est impossible de préserver les derniers arbres présents dans la bande riveraine.

181-06-25 8.5 -Nominations au Comité consultatif d'urbanisme

CONSIDÉRANT QUE deux postes sont vacants pour des représentants citoyens au Comité consultatif d'urbanisme (CCU);

CONSIDÉRANT QUE par la résolution 104-04-25, la Municipalité a nommé deux candidats à titre de substituts, soit MM Jean-François De Rico et Claude Morin;

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par Mme Corrine Lizotte et résolu à l'unanimité

DE NOMMER comme membre régulier du CCU les personnes suivantes :

- M. Jean-François De Rico;
- M. Claude Morin ;

Il est également résolu

DE TRANSMETTRE une lettre de remerciement aux deux membres qui ont quitté le comité dans les derniers mois, soit M^{me} Mélina Rioux et M. Michel Paré.

ADOPTÉE

8.6 -Avis de motion et adoption du projet de Règlement N° 549-2025 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet

Mme Lucie Turcotte donne un avis de motion indiquant que le Règlement N° 549-2025 relatif à l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet sera présenté pour adoption à une séance ultérieure. Ce règlement portera le numéro 549-2025 et aura pour objet de venir encadrer et autoriser les systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

Le projet de ce règlement a été déposé et présenté séance tenante aux membres du conseil de la Municipalité.

9.- LOISIRS ET CULTURE

182-06-25 9.1 -Embauche de ressources pour le camp de jour (un aide-animateur et un accompagnateur)

Il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité :

DE CONFIRMER l'embauche des ressources suivantes pour les activités du camp de jour estival de la Municipalité :

- M. Félix Beaulieu-Bernier, accompagnateur
- M. Haïden Pelletier, aide-animateur

Il est également résolu que les salaires octroyés selon les postes soient ceux déterminés par la résolution 113-04-25.

ADOPTÉE

10 – AUTRES SUJETS

11. DERNIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

12. LEVÉE DE LA SÉANCE

183-06-25 L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par M. Pierre Dumas, appuyé par M. François Diguier et résolu à l'unanimité :

QUE la séance soit levée. Il est 21 h 07.

GHISLAIN DESCHÊNES
Maire

ANNE-MARIE DION
Directrice générale et greffière-trésorière